



Kenntnis genommen: M4

Pris connaissance:

16.9.91

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

354

Berne, le 12 septembre 1991

Au Conseil fédéralNote d'information

Entretiens en marge de l'ouverture de la Troisième
Réunion de la Conférence sur la dimension humaine (CSCE)
Moscou, 10 au 11 septembre 1991

Nous vous soumettons, en annexe, une synthèse des entretiens que le soussigné a eus à Moscou en marge de l'ouverture de la Troisième Réunion de la Conférence sur la dimension humaine (CSCE), les 10 et 11 septembre 1991.

Les services compétents du Département des affaires étrangères ont été chargés, le cas échéant, d'assurer le suivi des questions abordées.

Vous serez informés ultérieurement sur les travaux de la Réunion proprement dite.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

René Felber

Annexe mentionnée

Entretiens en marge de l'ouverture de la Troisième
Réunion de la Conférence sur la dimension humaine (CSCE)
Moscou, 10 au 11 septembre 1991

Synthèse des entretiens

- 1) URSS: - Président Gorbatchev (GO)
- Président Eltsine (EL)
- MAE de la Fédération de Russie Kozirev (KO)

C'est séparément que GO, EL et KO ont reçu les Ministres des affaires étrangères. GO et EL ont tous deux dénoncé l'Etat communiste totalitaire comme la mère de tous les maux que connaissent aujourd'hui l'URSS et ses Républiques. Alors que GO décrit la situation économique de l'Union en termes apocalyptiques, EL prévoit, de manière surprenante, pour la fin de 1992 le retour à l'équilibre. Selon GO, la plus grande erreur qu'il ait commise a été de ne pas détruire plus rapidement l'appareil totalitaire du parti communiste.

EL a insisté sur la volonté de la Russie de mettre en place une législation nouvelle fondée sur le respect des droits de l'homme (abolition de la peine de mort, décriminalisation de l'objection de conscience, etc...). Il a rappelé la richesse de la Russie et s'est fait l'avocat de l'économie de marché ("l'Etat ne doit être que le cadre, à l'intérieur duquel se développent l'entreprise privée et la liberté").

Contrairement à ce que l'on peut entendre dans les pays de l'Europe orientale situés à l'Ouest de l'URSS, il est intéressant de relever que, pour les représentants aussi bien de l'Union que des Républiques, il n'y a pratiquement qu'une force qui compte, la CE, les non-membres n'ayant souvent même pas l'honneur de la citation.

En politique étrangère, les Républiques ne revendiquent, selon EL, qu'une participation aussi bien au niveau de l'élaboration que de la représentation (représentants intégrés dans les représentations de l'Union). KO, à cet égard, a été plus loin,

- 2 -

puisqu'il a parlé de la possibilité pour les Républiques d'ouvrir des ambassades dans certains pays choisis. EL n'a revendiqué aucun siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, qui reste propriété de l'Union. Concernant l'avenir des relations entre l'Union et les Républiques, les questions restent plus nombreuses que les réponses.

L'entretien avec le MAE Pankine (PA) (Union) a été annulé au dernier moment, le Ministre étant retenu par le Président Gorbatchev, mais BRF et PA se sont quand même rencontrés brièvement, convenant de se revoir à la première occasion.

2) Saint-Siège: - MAE Tauran (TA)

BRF a informé son interlocuteur que la Suisse pourrait prochainement accréditer un ambassadeur près le Saint-Siège avec résidence à Berne. Concernant Monseigneur Haas, BRF a souligné les aspects négatifs de toute l'affaire sur une partie de la population suisse.

TA a pris note avec satisfaction du premier point, alors qu'il s'est montré extrêmement réservé sur le deuxième ("Nous ne pouvons tout de même pas demander à Monseigneur Haas de partir"). En tout état de cause, le Vatican va prendre connaissance du rapport élaboré par l'envoyé spécial du Saint-Père, avant d'entreprendre quoi que ce soit.

Les vues des deux pays sur la Yougoslavie sont convergentes, le Vatican étant en outre extrêmement préoccupé par le sort des catholiques croates.

3) Etats Baltes: - MAE Janis Jurkans (Lettonie) - Vice-MAE Valdemaras Katkus (Lituanie) - Directeur MAE Heiki Lindpere (Estonie)

BRF a transmis à ses interlocuteurs le souhait de la Suisse de voir les trois nouveaux Etats faire partie du même groupe de vote ("constituency") qu'elle, en cas d'adhésion au FMI. Le représentant de Lituanie s'est déclaré très intéressé par la

proposition. Une réponse nous parviendra par voie diplomatique mais les trois représentants souhaitent que nous leur transmettions de la documentation y relative. Il faut rappeler que pour ces pays toutes les questions se posent en même temps et qu'ils éprouvent de la peine à y faire face.

Comme à Sils Maria, le 7 septembre 1991, les Baltes ont fait part à BRF de leur grand intérêt à voir les questions de l'or et des propriétés baltes en Suisse (notamment l'ancienne représentation lettone, sise dans le périmètre de la Mission d'URSS à Genève) trouver une solution favorable.

4) Albanie: - MAE Kapllani (KA)

KA a remercié la Suisse de son aide. Il a souligné la fragilité des acquis démocratiques dans son pays et surtout l'état alarmant des conditions d'approvisionnement avant l'hiver. BRF a rappelé les grandes lignes de notre aide à l'Est, dans la perspective notamment du deuxième crédit-cadre.

5) Conseil de l'Europe (CdE):

- MAE suédois, M. Sten Andersson (AN)
- MAE espagnol, M. Francisco Fernández Ordóñez (OR)
- SG du CdE, Mme Catherine Lalumière (LA)

BRF s'est penché avec ses interlocuteurs sur la question du renforcement des structures du CdE, afin de permettre à ce dernier de se trouver une place plus réelle dans une Europe engagée dans un processus rapide de transformation. BRF, qui assumera la présidence du Comité des Ministres dès novembre prochain, a souligné l'importance d'associer d'une façon ou d'une autre les Etats-Unis d'Amérique au Conseil de l'Europe, afin que certaines des activités de la CSCE (droits de l'homme par exemple) puissent être plus facilement reprises par l'organisation de Strasbourg. Les trois Ministres vont se revoir prochainement pour poursuivre la réflexion amorcée par un non-paper qui leur a été remis par LA.